



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

01 mars 2026

N° 336

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

UN AUTRE GOUVERNEMENT AU SERVICE DES CLASSES RICHES



Depuis environ un mois, combinant les fonctions du chef de l'État et de celui du gouvernement, Alix Didier Fils-Aimé est seul à la tête du pays. Du côté de la classe politique, c'est le branle-bas. Les dirigeants déjà en fonction s'accrochent à leur place, tandis que d'autres, restés à l'écart, cherchent à y prendre part. Une bande de voleurs et de brigands qui feront main basse dans les caisses de l'État au détriment de la majorité de la population.

Depuis que les gangs ont pris le contrôle de la plupart des communes du département de l'Ouest, les ouvriers de la zone industrielle de Port-au-Prince subissent des violences incessantes. Licenciements, suspensions de plusieurs quinzaines de travail sans indemnités, semaines de travail de 3 à 4 jours, fermetures d'usines dues à l'insécurité, tout cela dévaste les travailleurs. Certaines des usines encore en activité exigent de leurs ouvriers des cadences élevées, avec des promesses de primes jamais tenues.

À ces conditions de travail déplorables s'ajoute le fait que le salaire minimum reste bloqué depuis plus de quatre ans. Ce salaire a perdu toute sa valeur depuis que les travailleurs se le sont approprié en février 2022 ; aujourd'hui, il est inférieur à 3 dollars américains. Il est insuffisant pour permettre aux ouvriers de vivre décemment et de subvenir aux besoins de leurs familles.

Dans les quartiers et les villes de province, la situation est tout autre. Les populations les plus pauvres sont épuisées par le coût de la vie exorbitant, le chômage, la faim et la violence des gangs. Le kidnapping, qui avait connu une brève accalmie, a repris de plus belle. Plusieurs

personnes en ont déjà été victimes dans le quartier de Delmas. Les populations démunies qui ont fui les actes criminels des bandits vivent toujours dans des camps. Dans ces lieux, la vie des gens est exposée à toutes sortes de maladies, au milieu de la crasse, des tas d'ordures et de l'eau insalubre.

Toutes ces situations déplorables qui ravagent la classe ouvrière et les masses pauvres ne préoccupent pas ces politiciens véreux qui ont prouvé leur mépris envers les travailleurs qui, par leur force de travail, font tourner l'économie du pays. C'est pourquoi nous n'avons aucun intérêt à compter sur eux, car ils défendent les intérêts du patronat et de la bourgeoisie.

Dans l'histoire de la classe ouvrière et des masses pauvres de ce pays, chaque fois que nos conditions de vie s'améliorent, c'est parce que nous nous en sommes donnés les moyens. Travailleurs et masses exploitées des quartiers, des usines et de tout le pays, réveillons-nous ! Pour éradiquer le chômage, obtenir une aide sociale et une revalorisation du salaire minimum, pour sortir de l'emprise des gangs, pour améliorer nos conditions de vie dans les quartiers, c'est la voie de la lutte que nous devons emprunter tout en comptant sur nos propres forces.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Un autre gouvernement au service des classes riches

Leur Société

- ⇒ Page 2
 - Il y a 40 ans, Jean-Claude Duvalier quittait le pouvoir
 - Recrudescence des kidnappings : une police au cœur du problème
 - Le commerce de l'eau polluée : un scandale toléré par l'État
- ⇒ Page 3
 - Pétion-ville : la négligence des autorités tue
 - ONA : assurance sociale ou arnaque institutionnalisée ?

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - SONAPI : Harcèlement sexuel, une arme de soumission à l'exploitation
 - Wilbes : Révocation pour cause de maladie
- ⇒ Page 4
 - Pou mas pòv yo, yon leve kanpe se yon ijans !

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Guerre en Iran: non aux brigands impérialistes !

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

IL Y A 40 ANS, JEAN-CLAUDE DUVALIER QUITTAIT LE POUVOIR

Le 7 février 1986, la dictature duvaliériste a été renversée par une puissante mobilisation des jeunes, des paysans, des masses pauvres de tout le pays. Sans ce soulèvement la dynastie duvaliériste aurait continué son emprise criminelle, bien au-delà des 29 ans durant lesquels les masses exploitées ont végété dans la misère, la terreur et l'analphabétisme.

La chute de Duvalier avait suscité un grand espoir chez les masses mobilisées, aspirant au changement social après des années d'oppression. Mais l'espoir a été éphémère. Les classes dominantes, dont les intérêts n'avaient pas été touchés, avaient vite trouvé d'autres voies et moyens, plus efficaces que les Tontons Macoutes, pour maintenir les masses à leur place et continuer leur exploitation, le pillage de la société.

Au lendemain du 7 février, c'est l'armée, concurrencée par les Tontons Macoutes sous Duvalier, qui se chargera de la terreur implacable contre les masses révoltées. Les régimes militaires qui se sont succédé ont conservé la même méthode de terreur du régime déchu. Puis des groupes paramilitaires ou des milices privées se sont multipliés, ont renforcé la terreur de l'armée, pour ensuite faire place à des groupes armés, aux chimères d'Aristide et aux gangs criminels d'aujourd'hui.

Durant des décennies, et on pourrait même remonter jusqu'à l'indépendance, l'existence des masses pauvres de ce pays, est un long fleuve de misère, d'horreur, d'injustice orchestrées par la classe riche en s'appuyant sur la terreur des groupes armés légaux et illégaux. Une descente aux enfers continue, où la veille semble mieux qu'aujourd'hui, aujourd'hui moins pire que demain. De la même manière qu'on entend des gens dire que tel régime était mieux que tel autre, ou que la dictature fut meilleure que les régimes qui se sont succédé.

Ces idées qui n'apprennent rien aux masses, il faut les combattre avec véhémence. Elles sont destinées à faire croire à la population, aux plus jeunes qui n'ont pas connu la dictature, que leur condition est une fatalité et à les désarmer moralement face à leur tâche de l'heure, en faisant passer leurs luttes pour vaines et nulles.

Le soulèvement des masses a conduit à la chute de la dictature de Duvalier, le régime

le plus sanguinaire de l'histoire. Ce qui fut une victoire pour les exploités, les paysans et les jeunes de l'époque. Aujourd'hui il convient de rappeler aux masses qu'elles sont les seules à pouvoir mettre fin à la terreur généralisée des gangs criminels dans les quartiers, à mettre fin à la dictature des classes dominantes, d'une bourgeoisie rapine et à débarrasser la société de son exploitation.

Mais pour cela les masses doivent accéder à la conscience que tant que la bourgeoisie contrôle l'économie du pays, la société sera invivable pour la majorité de la population quel que soit le régime au pouvoir.

Face à cette situation, une conclusion s'impose : compter uniquement sur la police et les forces étrangères pour éradiquer les gangs est une illusion. Pour ne plus être des boucliers humains, des victimes collatérales, les masses populaires doivent prendre en main leur propre lutte, s'organiser collectivement et se défendre. ■

RECRUESCENCE DES KIDNAPPINGS : UNE POLICE AU CŒUR DU PROBLÈME

Alors que la Police nationale d'Haïti (PNH) inonde les médias de communiqués triomphants sur ses "opérations réussies contre les bandits", la réalité vécue par la population est tout autre. Le kidnapping, qui avait momentanément reculé dans certaines zones, refait surface en force depuis plusieurs semaines.

À Delmas, devenue l'une des communes les plus peuplées à la suite des déplacements forcés, les enlèvements se multiplient. Delmas 19, 31, 33, 55, 75 : presque chaque secteur a son lot de victimes. Professeurs, prêtres, employés, petits commerçants, personne n'est épargné. Les ravisseurs opèrent parfois lors de faux contrôles routiers, déguisés en policiers. Ils exigent des rançons exorbitantes. Et, dans de nombreux cas, les familles restent sans nouvelles de leurs proches pendant des jours, voire des semaines. Une méthode cynique pour faire monter les enchères et briser toute résistance.

Le maire de Delmas, Wilson Jeudy, a dû lancer un appel pressant aux autorités. Lui qui ne ménage jamais ses efforts pour

déployer les engins lourds et sa bande de tortionnaires contre les petits marchands.

Le 23 février 2026, la Police nationale d'Haïti (PNH) a annoncé avoir déjoué une tentative de kidnapping dans plusieurs zones de Delmas, notamment à Delmas 31, 33 et 48. L'opération a donné lieu à de violents échanges de tirs au cours desquels six présumés ravisseurs ont été tués. Toutefois, l'intervention a également coûté la vie à deux policiers et fait trois blessés dans les rangs des forces de l'ordre.

Mais le fait le plus révélateur de cette nouvelle vague d'enlèvements est ailleurs : plusieurs policiers ont été arrêtés pour collusion avec les gangs. Rat kay la kap manje pay kay la. Ce n'est plus une rumeur depuis quelques années. Des agents de la PNH

fournissent des informations, ferment les yeux au moment opportun ou retardent volontairement les interventions. En échange, ils touchent leur part des rançons. Selon des responsables des droits humains, des policiers qui "émargent" directement au budget des gangs ne sont pas des cas isolés : ils sont nombreux.

Dans ces conditions, les communiqués officiels sonnent creux. Comment croire à la lutte de la PNH contre les gangs quand une partie de l'appareil policier travaille avec eux ? La connivence n'est pas l'exception : elle est devenue un rouage du système.

À entendre certains habitants des quartiers populaires, la PNH aurait dû changer de slogan : « Servir et protéger les ravisseurs » ou « Enlever les vies et les biens de la population ». ■

LE COMMERCE DE L'EAU POLLUÉE : UN SCANDALE TOLÉRÉ PAR L'ÉTAT

Une étude présentée le 30 janvier à l'hôtel Montana par le Ministère du Commerce et la DCQPC dresse un constat accablant sur la qualité de l'eau vendue dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Mais l'information est diffusée comme un fait divers.

Sur la majorité des échantillons analysés, plus de 83 % étaient contaminés par des bactéries, notamment des coliformes fécaux et parfois E. coli, signe possible de pollution par des matières fécales. Même l'eau en sachets, censée être « traitée », pose problème : plus de 90 % des sachets analysés ne respectent pas les normes sanitaires y compris les fameux 5 gallons prisés par les petits bourgeois. C'est presque toute la population qui est contrainte de boire une eau largement hors normes.

L'eau est pourtant un besoin vital. Elle représente 60 à 70 % du corps humain et est indispensable au fonctionnement de l'organisme. Avec la crise économique qui s'aggrave, la majorité de la population se

tourne vers l'eau en sachet, vendue à bas prix, parfois trois sachets pour 25 gourdes. Même si on sait que la qualité est douteuse, c'est souvent la seule option accessible.

Malgré ces résultats inquiétants, les autorités ne prennent aucune mesure sérieuse contre les entreprises qui produisent et vendent cette eau. Dans ce système dominé par la recherche du profit, la santé de la population passe après. Ainsi, même un besoin vital comme l'accès à une eau potable sûre, est sacrifié, et ce sont encore les masses populaires qui en paient le prix.

Aucune sanction contre les entreprises fautives. Aucune licence retirée. Les autorités n'ont même pas publié les noms des sociétés

concernées. Rien. Comme souvent, l'État se contente de constater comme le ferait n'importe quel citoyen, sans prendre la moindre mesure contre ceux qui mettent la santé de millions de personnes en danger.

En revanche, cette étude a sans doute coûté des millions de gourdes au Trésor public. C'est un nouveau prétexte pour décaisser et détourner des fonds publics. L'opération tombe également à point nommé : à l'heure où se profile un remaniement ministériel, c'est aussi une occasion pour le ministre de se donner l'image d'un homme « au travail », espérant ainsi conserver son fauteuil pendant que la population continue, elle, à boire une eau douteuse. ■

PÉTION-VILLE : LA NÉGLIGENCE DES AUTORITÉS TUE

Dans la matinée du Jeudi 19 février 2026, un câble électrique de haute tension s'est rompu dans la rue Grégoire à Pétionville, sept personnes sont décédées sur le

coup, plusieurs autres ont été grièvement blessées et transportées à l'hôpital. La plupart sont des petits détaillants.

En effet, de nombreux poteaux et câbles

électriques sont endommagés, mais ils sont ignorés jusqu'à ce qu'ils rompent et provoquent ce genre d'accident dont les victimes sont le plus souvent les gens des classes populaires. ■

ONA : ASSURANCE SOCIALE OU ARNAQUE INSTITUTIONNALISÉE ?

Le 8 novembre 2025, l'Office national d'assurance-vieillesse (ONA) a célébré en grande pompe ses 60 ans d'existence. Sur son site officiel et dans ses communications, l'institution se vante d'être « depuis 60 ans au service des travailleurs ». Mais pour la majorité des ouvriers et employés, la réalité est toute autre. L'ONA est surtout une institution qui prélève de l'argent sur leurs maigres salaires sans leur offrir les droits promis.

Dès son troisième mois de travail à l'usine, l'ouvrier découvre sa fiche de paie amputée d'une série de retenues obligatoires. Parmi elles, deux prélèvements sont systématiques : l'ONA et l'OFATMA. Même quand la paie de la quinzaine est réduite à presque rien, ces prélèvements continuent. Selon la loi, la cotisation à l'ONA représente 12 % du salaire : 6 % prélevés sur la paie du travailleur et 6 % versés par l'employeur. Pour un ouvrier qui gagne à peine de quoi survivre, c'est une somme importante. Pourtant, cet argent disparaît dans un système opaque dont les travailleurs ne voient presque jamais les bénéfices.

La situation est d'autant plus scandaleuse que la majorité des travailleurs ne possède même pas de carnet ou de badge prouvant l'existence de leur compte à l'ONA. On trouve des ouvriers ayant 10, 15 voire 20 ans de cotisations sans jamais avoir reçu de livret. Pourtant, selon la loi organique de l'institution, il faut au moins 20 années de cotisations pour bénéficier d'une pension. Beaucoup découvrent alors que leurs contributions sont introuvables dans les registres. Ceux qui osent réclamer des documents auprès de la direction de leur usine se heurtent parfois à des pressions,

voire à un licenciement.

Pendant ce temps, l'ONA gère des milliards de gourdes provenant des cotisations des travailleurs. Depuis des décennies, les fonds de l'ONA servent surtout de caisse de financement pour de puissants hommes d'affaires et pour les politiciens de tous les régimes. Des prêts de dizaines, parfois de centaines de millions de gourdes, ont été accordés à de grandes entreprises appartenant à des groupes économiques influents, comme ceux liés aux familles Boulos ou Apaid, tandis que les travailleurs cotisants peinent à obtenir le moindre service. Sur le papier, il s'agit de « prêts ». En réalité, ce sont souvent de véritables

cadeaux : taux d'intérêt dérisoires, délais de remboursement de 20, 30 voire 40 ans, et dans bien des cas aucune pression réelle pour récupérer l'argent. Et tout indique que ces sommes ne seront jamais remboursées, à moins que les travailleurs eux-mêmes prennent un jour le contrôle de cette institution pour exiger des comptes et récupérer l'argent qui leur appartient.

Et tant que les travailleurs resteront isolés, sans organisation collective pour contrôler ces fonds et imposer leurs droits, cette machine à piller leurs cotisations continuera de fonctionner au profit de ceux qui dirigent l'économie et l'État des riches. ■



DANS LES ENTREPRISES

SONAPI : HARCÈLEMENT SEXUEL, UNE ARME DE SOUMISSION À L'EXPLOITATION

À MBI, bâtiment 52 de la zone industrielle SONAPI, la violence sexuelle n'est pas un « dérapage » mais une pratique courante et banalisée.

Une ouvrière d'une vingtaine d'années a récemment quitté l'usine parce qu'un manager faisait peser sur elle ce chantage : céder à ses exigences sexuelles... ou perdre son emploi.

Dans ce entreprises où les ouvrières une pittance comme salaire, leurs corps deviennent aussi un terrain de prédation. Produire jusqu'à l'épuisement ne suffit pas. Il faudrait encore se soumettre aux caprices d'un petit chef, d'un superviseur, d'un

manager protégé par la direction.

En avril 2018, À l'usine Wilbes, bâtiment 34, des ouvrières avaient osé dénoncer un manager qui les harcelait sous la menace de licenciement. Elles ont fait grève mais ont été licenciées par l'entreprise. Et l'État, par la voix de la ministre des Affaires sociales de l'époque, a entériné leur révocation au lieu de poursuivre les agresseurs.

Voilà la réalité : en plus des tarifs de production inatteignables, les chefs harcèlent,

pressurent les corps. Et quand une femme résiste, ils la brisent ou la jettent à la rue.

La violence n'est pas un accident. Elle est intégrée au fonctionnement même du système. Le capitalisme ne se contente pas de voler la force de travail. Il humilie. Il intimide. Il transforme le lieu de travail en espace de domination totale.

Mais cette situation n'est pas une fatalité. Chaque refus, chaque dénonciation, chaque grève fissure ce mur de silence. ■

WILBES : RÉVOCACTION POUR CAUSE DE MALADIE

Le jeudi 19 février dernier, la direction de l'usine Wilbes a procédé à la révocation de plus d'une dizaine d'ouvrières du bâtiment 36. Elles présentaient toutes des symptômes qui s'apparentaient à une crise "tonico-clonique" une semaine avant.

Arrivées en parfaite santé à l'usine ce

jour-là, elles ont commencé à travailler comme à l'accoutumée. Vers les 9H AM, quelques-unes d'entre elles se sont mises à crier. Certaines sont tombées au sol en gesticulant ; deux autres ont perdu connaissance. Cela a provoqué une panique telle que toute une section a été paralysée. La direction a enjoint

les ouvriers de la section de rentrer chez eux.

Plutôt que de chercher à prodiguer des soins de santé à ces camarades ouvrières, la direction a préféré les licencier. L'indignation a été générale auprès des collègues ouvriers qui n'ont pas hésité à qualifier la direction de l'usine de « repaire d'assassins ». ■

PAWÒL TRAVAYÈ

Pou mas pòv yo, yon leve kanpe se yon ijans !

Depi 2 semèn gouvènman ameriken an mete Alix Didier Fils-Aimé kòm sèl chèf nan tèt peyi a. Batay nan mitan klas politik la ap pran chè. Dirijan ki te la ap chèche kenbe plas yo, lòt ki te deyò ap goumen pou rantrè pye yo. Yon ekip vòlè ak abolotcho kap fofile kò yo pou vin piye kès peyi a. Pandan tan sa a, sitiasyon klas travayè ak mas pòv yo ap degrade epi vin pi grav chak jou kap pase. Alòske pou klas boujwa yo ak otorite nan tèt leta a, dlo a toujou ap koule fre pou yo. Y ap fè gagòt nan nan ladan adminatasyon piblik la, y ap fè lajan nan eplwatasyon fòs kouraj klas travayè ak mas pòv yo.

Depi lè gang yo fin pran kontwòl pifò komin nan depatman lwès la, ouvriye kap travay sou zòn endistriyèl la nan Pòtoprens pa sispann pran kou. Revokasyon, sispansyon pandan plizyè mwa san yon goud, 3 ak 4 jou travay nan yon semèn, izin kap fèmen pòt yo pou kòz ensekirite kap ravaje ouvriye. Kèk nan faktori kap fonksyone yo, se tarif disèt wotè, se vye pwomès prim ki pa janm respekte.

Ajoute sou tout move kondisyon travay sa yo, salè minimòm nan pa janm ajiste depi plis pase 4 lane. Salè sa pèdi valè l depi lè ouvriye yo te rache l nan mwa fevriye 2022, jounen jodi a li pi piti pase 3 dola ameriken. Li pa sifi pou ede malere-malerèz nan izin yo viv e fè fanmi yo viv.

Nan katye yo ak vil pwovens yo, se yon lòt ka. Mas pòv yo bouke viv anba lavi chè, chomaj, grangou ak vyolans gang yo. Kidnapin nan ki te fè yon ti kanpe retounen pou pi rèd. Plizyè moun deja viktim nan katye Delmas. Popilasyon pòv la ki te kouri pou zak kriminèl bandi yo toujou ap viv nan kan yo. Nan espas sa yo, lavi moun yo ekspozè ak tout kalte maladi nan mitan salte, fatra ki monte pil sou pil ak dlo sal.

Tout move sitiasyon sa yo kap ravaje klas travayè a ak mas pòv yo pa konsène politisyen rat do kale sa yo. Mesye sa yo montre yo pa gen okenn sousi pou ouvriyèz ak ouvriye yo ki toujou kanpe pou fè ekonomi peyi a mache ak fòs travay yo. Kidonk, nou pa gen okenn enterè pou nap konte sou yo. Se plen yo epi defan enterè patwon yo, boujwa yo.

Nan istwa klas travayè a ak mas pòv yo nan peyi a, chak fwa gen amelyorasyon ki fèt nan kondisyon lavi nou, se nou menm ki bay tèt nou mwayen an. Travayè ak mas Pòv yo nan katye yo tankou nan izin yo epi toupatou nan peyi a, an nou reveye nou! Pou nou dechouke chomaj, jwenn lajan akonpayman sosyal ak ajistaman salè minimòm, pou nou soti anba ditakti gang, jwenn amelyorasyon nan fason nap viv nan katye yo se chemen batay pou nou pran pandan nap konte sou fòs nou.

OTR-UCI, mèkredi 25 fevriye 2026
An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

GUERRE EN IRAN: NON AUX BRIGANDS IMPÉRIALISTES !

Depuis le 28 février 2026, Les États-Unis et son allié Israël sont à nouveau entrés en guerre contre le régime des mollahs en Iran. Cette nouvelle escalade est un nouveau palier dans la guerre de brigandage généralisée dans laquelle l'impérialisme se prépare à entraîner toute la planète.

Mais ce sont les peuples du Moyen-Orient qui sont précipités dans les horreurs de cette guerre. Dès le premier jour, une école s'est effondrée sous des bombes ensevelissant des corps des dizaines d'écoliers en Iran. Des sirènes d'alerte ont retenti dans toutes les villes de la région après des bombardements. Les habitants de villes entières se sont réfugiés avec la peur au ventre dans des abris, d'autres ont fui les villes ciblées. Des vols ont été annulés, des avions sont cloués au sol. Pourtant, cette situation qu'ont provoquée les tirs des États-Unis et d'Israël contre l'Iran et la riposte iranienne contre les pays abritant les bases militaires américaines n'est qu'un aperçu de ce que pourrait être un embrasement généralisé qui se prépare.

C'est la seconde fois en moins d'un an, que l'Iran est attaqué par l'impérialisme américain et Israël, son allié dans la région. La première fois, lors de la guerre des 12 jours en juin 2025, les tirs n'avaient ciblé que des installations nucléaires. Cette fois, c'est le régime iranien qui est visé. Plusieurs dizaines de dirigeants iraniens dont l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême depuis 1989, ont péri sous les

bombes à ce jour.

Les bombardements conjoints des États-Unis et d'Israël ont eu lieu alors que se jouait une comédie de négociation de paix avec les dirigeants du régime en Iran. Mais il n'y a pas de paix possible dans le monde avec le capitalisme. Car comme le rappelait Jean Jaurès "le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée apporte l'orage." Les États-Unis préparaient leurs attaques contre l'Iran comme en témoigne la mobilisation de ses forces militaires dans la région depuis plusieurs semaines; les soi-disant négociations à Genève étaient là pour distraire la galerie.

L'impérialisme américain veut imposer sa domination sur tous les peuples. Et il en a toujours été ainsi. Mais avec Donald Trump, c'est la force brute qui prime; c'est la loi du

plus fort comme il l'a déclaré quelques heures après les bombardements avec une satisfaction démesurée, " personne ne doit défier la force et la puissance des forces armées américaines."

Donald Trump a agressé le Venezuela, il a étranglé le peuple cubain déjà en difficulté, il bombarde maintenant l'Iran. Ces régimes ont tous en commun de s'opposer aux diktats de l'impérialisme américain, de contester le pillage de leurs ressources par des firmes américaines. C'est en effet leur plus grand péché du point de vue de l'impérialisme.

Le régime iranien est une dictature, qui réprime son peuple depuis plus de 36 ans, mais Trump ne l'est pas moins. La guerre qu'il mène contre les peuples aujourd'hui a pour finalité de s'approprier leurs richesses pour l'enrichissement des grands capitalistes américains. ■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.